

## Le gouvernement burundais se veut rassurant sur la situation sécuritaire du pays

PANA, 22 novembre 2011 Bujumbura, Burundi - Des indicateurs "non trompeurs" sur le terrain montrent que le Burundi a déjà tourné la page de la guerre civile et s'orienté vers une paix, ainsi qu'un développement socio-économique dans un environnement démocratique, a indiqué le gouvernement burundais dans un communiqué officiel rendu public mardi à Bujumbura. Le communiqué du gouvernement burundais ne fait cependant pas allusion à une attaque d'homme armés non encore identifiés qui a fait au moins 18 morts, lundi, à Cankuzo, une province de l'Est du Burundi, frontalière avec la Tanzanie.

L'Etat burundais rassure, par contre, sur la situation sécuritaire "globalement bonne", en dehors de "quelques actes isolés" d'insécurité persistante. L'insécurité a, toutefois, franchi un cap inquiétant en septembre dernier suite à un massacre de près de 40 personnes parmi une clientèle d'un débit de boissons dans les environs de Bujumbura, sans qu'aucune partie n'ait revendiqué ce jour l'attaque armée. "Comme partout ailleurs dans le monde, des actes criminels restent toujours possibles, l'essentiel étant de les prévenir", peut-on toujours lire dans le texte du communiqué officiel. L'Etat affirme, au passage, la détermination du gouvernement burundais à "endiguer la criminalité, en appliquant la loi dans toute sa rigueur, à l'endroit de quiconque se permettra de porter atteinte aux acquis sécuritaires et ce, sans tenir compte d'aucune considération ou prétexte que ce soit d'ordre politique, ethnique, confessionnel ou autres". Les partenaires des médias que de la Société civile, sont invités à tenir compte de cet engagement et il leur est demandée leur contribution (à €i)", ajoute le communiqué. D'un autre côté, le gouvernement dit soutenir les efforts de la société dans la consolidation de la paix, tout en mettant en garde "ceux qui, pour des intérêts inavoués, cherchent à ternir l'image de l'Etat". Dans le même registre, le pouvoir burundais demande à la communauté internationale de "s'assurer que les financements, accordés dans le cadre de promouvoir et renforcer la Société civile et des médias, ne soient détournés au profit des ambitions contraires à la cause de la paix et de la démocratie et des droits de l'Homme à laquelle ils étaient initialement destinés". L'Etat burundais appelle également les leaders politiques encore en exil à "rentrer, moyennant des garanties sécuritaires et la communauté internationale à "veiller à ce que les auteurs de troubles ne perturbent la sécurité à partir de leurs pays respectifs". Le gouvernement burundais promet à la fin aux victimes des tueries observées ici et là de "tout faire pour que leurs auteurs soient arrêtés, traduits en justice et jugés".